

Réactions des partis politiques sur le discours de son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo

Réaction RCD sur discours du président

Mumba (Secrétaire général du Rcd en séjour politique à Matadi) « Nous relativisons le bilan présenté par le président de la République. Nommé chef de l'Etat à la faveur de l'Accord global et inclusif, le mieux serait qu'il assume le bilan de la transition. Malheureusement, il s'est attribué le succès de la transition et rejette aux autres l'échec. Or, en sa qualité de président de la République, si certains objectifs de la transition n'ont pas été atteints, c'est qu'il n'a pas agi suffisamment pour que ces objectifs le soient.

A titre d'illustration, nous épinglons le chapitre lié à la sécurité. Pourquoi le président de la République ne s'est-il jamais rendu à Bukavu, en Ituri, à Kanyabayonga où se pose le problème de la sécurité ? Mais par contre, il s'est empressé de se rendre à Lubumbashi avec cette affaire de tentative de sécession du Katanga. Par ailleurs, la plupart des coups fourrés enregistrés ici et là, avec l'affaire Eric Lenge et la sécession de Katanga, ce sont les éléments du Gssp qui y sont mêlés. Ces éléments dépendent du président de la République. Jusqu'où vont ses efforts au plan de la sécurité ? En ce qui concerne les événements de Bukavu et de Kanyabayonga, c'est la conséquence de la lenteur résultant du processus de l'intégration de l'armée. En sa qualité de Commandant suprême des Fardc et de président du Conseil supérieur de la Défense, il lui revient d'imprimer une nouvelle impulsion pour que les choses aillent plus vite. Tout se passe comme si ce ne sont pas ses préoccupations.

Le chef de l'Etat a parlé de l'évaluation. Il ne s'agit point d'une nouvelle idée pour nous au Rcd. Nous étions les premiers à demander cette évaluation. Elle se déroule avec ce changement des animateurs opérés par certaines composantes et entités. Y compris la sienne. Mais l'évaluation doit se faire au niveau des institutions de la transition, à savoir la présidence de la République, le Gouvernement, l'Assemblée nationale, le Sénat, la Commission électorale indépendante, et ce par rapport aux objectifs de la transition. Cette évaluation va donc au-delà de chaque institution et doit aboutir à la prise des mesures correctives. Le chef de l'Etat avait promis la démission si au 30 juin les élections n'étaient pas organisées. Déjà à son niveau, il a prévu la « sanction ». Malheureusement, dans son discours, il n'a pas fait allusion à cette démission.

L'évaluation devra aboutir à la prise des mesures concrètes allant même au changement des gestionnaires si c'est possible. Mais ce changement ne peut se faire qu'après révision de l'Accord global et inclusif. En fait, le chef de l'Etat vient de rejoindre le Rcd quand il propose le Dialogue au sein de Composantes et Entités. Nous avons déjà exprimé cette idée tant au niveau des organes qui participent à la gestion de la transition que ceux qui n'y sont pas. Particulièrement au sein de l'Opposition politique où des problèmes réels se posent ».

Le Potentiel, 19 mai 2005

Réaction Palu sur le discours du président

Honorable Buzito Palu : « Kabila est passé à côté de l'essentiel »
« Le président Kabila est passé à côté de l'essentiel. Il ne s'agit point d'un profond réaménagement. Ce n'est pas ce que le peuple attend. Le Palu a exigé que ceux qui gèrent la transition présentent la situation après 24 mois de gestion pour que tout le monde apprécie. Personne n'a demandé de profond réaménagement pour faire partie du gouvernement. Or, la Commission électorale indépendante ne dispose pas encore du budget approprié qui doit être homologué par le Parlement. Certes, il y a déjà une partie disponible de fonds, mais le reste se fait attendre et il n'existe aucune garantie de la part des partenaires extérieurs. Donc, personne ne sait si les élections vont aboutir.

La question fondamentale consiste à faire l'évaluation de «1 + 4 » et non de chercher à faire entrer les gens dans le gouvernement. Ce n'est pas l'avis du Palu qui s'est déjà prononcé la-dessus. Car, il y a d'une part l'échec pour la réalisation de l'objectif politique majeur assigné par tous à cette transition, à savoir : la tenue des élections libres, démocratiques et transparentes, et d'autre part, il y a la profonde déception et l'inquiétude fondée du Peuple congolais qui a été plusieurs fois trompé dans le passé sur les élections à venir et qui, une fois de plus se sent trompé pour les élections promises avant le 30 juin 2005 ».

Le Potentiel, 19 mai 2005

Réaction UDPS sur le discours du président

Dindo (Directeur de campagne de l'Udps) : « Le gouvernement a échoué » Réagissant devant la presse et face au camera de Raga, le Directeur de campagne de l'Udps a réitéré la position de l'Udps. Et ce n'est pas sans ironie qu'il émet sa critique : « je n'ai pas suivi le discours du chef de l'Etat parce que dans mon quartier, il n'y avait pas d'électricité. Je suis convaincu que je ne suis pas le seul à ne pas avoir suivi ce discours au regard de la défaillance de la Snel qui n'est que la défaillance du gouvernement. » Néanmoins, après un rappel, il s'est alors exprimé : «L'Udps ira en symposium pour analyser le discours du président de la République et émettre ses observations. Cependant, en ce qui concerne les manifestations publiques, le chef de l'Etat méconnaît la constitution dont il proclame respecter. En son article 16, cette même constitution autorise les manifestations publiques. Il ne peut interdire au peuple de s'exprimer.

Il a évoqué ensuite le cas du dialogue en laissant une ouverture. Il a souligné que l'Udps a toujours été pour le dialogue. Mais il n'est nullement dans ses intentions de se saisir de cette ouverture pour entrer dans la formule 1 + 4. Le gouvernement a échoué et l'Udps n'a pas l'envie d'entrer dans aucune institution de la transition. Ce n'est pas Z'Ahidi Ngoma qui a échoué, mais le gouvernement dans son ensemble. Pour justement parler de Z'Ahidi, il est à la base du barème des fonctionnaires. Cependant, le gouvernement a torpillé ses efforts pour que rien ne soit appliqué. L'Udps n'a pas du tout l'intention de remplacer Z'Ahidi Ngoma. On veut tout simplement distraire la population.

Quant au passage du président Thabo Mbeki, il n'est pas venu à Kinshasa pour des négociations ni pour la prolongation. Il est venu à Kinshasa pour fêter le « 1 + 4 ». Partant, l'Udps ne peut pas se permettre de jouer à la figuration en s'affichant à côté du président sud-africain. De ce fait, l'Udps lance un appel solennel à tous les dirigeants congolais d'être à l'écoute des populations et ne pas s'entêter ». De son côté, Rémy Massamba, secrétaire général de l'Udps, a déclaré que l'Udps n'est pas pressée de livrer ses impressions sur le message adressé à la nation par le chef de l'Etat à l'occasion de l'adoption du projet de Constitution de la troisième République. Rémy Massamba a fait savoir qu'il était trop tôt de faire des déclarations, car la direction de son parti était encore planché sur le texte du président de la République. « Nous sommes en train d'analyser avec beaucoup d'attention le discours du chef de l'Etat. Dès que nous aurons terminé, nous vous ferons part de nos impressions », a-t-il conclu.

Le Potentiel, 19 mai 2005

Réaction Lunda-Bululu sur le discours du président

Lunda-Bululu (Rsf: « Le président de la République est passé à côté de la plaque » Aussi bien sur le fond que sur la forme, le discours du président de la République est passé à côté de la plaque, a affirmé le professeur Lunda-Bululu, président national du Rassemblement des Forces sociales et fédéralistes, Rsf. « Pour le moment, a-t-il déclaré, je me limite à quelque quatre observations. Primo, dans ce qu'il a considéré comme une évaluation du processus de transition, le chef de l'Etat a oublié qu'il y avait un gouvernement. Et à supposer que ce qu'il dit avoir fait l'ait été effectivement, il a superbement oublié que c'est l'œuvre de tout le gouvernement. Secundo, il y a trop de « je » dans son discours alors qu'il s'agit d'une action collective. Tertio, le chef de l'Etat ne sait-il pas qu'on est encore dans le cadre de l'Accord global et inclusif ? Ce qui revient à dire qu'il ne peut pas à lui seul retoucher le gouvernement, à moins que ces retouches ne concernent que le Pprd. Quarto, en tant que président de la République, il aurait pu dire dans son discours pourquoi le gouvernement n'a pas pu réunir les conditions pour que les élections puissent avoir lieu avant le 30 juin 2005.

Le Potentiel, 19 mai 2005

Réaction MPR sur le discours du président

Nzuzi wa Mbombo, président national Mpr/fait privé : « L'évaluation au sein de chaque composante et entité pose problème »
« Le Mpr/Fait privé a apprécié la communication du chef de l'Etat. C'est un discours équilibré ; c'est même le meilleur que le président ait prononcé depuis qu'il est chef de l'Etat. Joseph Kabila a fait preuve de beaucoup de responsabilité. Le ton a été celui de l'apaisement, il a usé de beaucoup de modération. Ce qui est intéressant aussi, c'est que le chef de l'Etat a fait une évaluation de la transition tel qu'on l'attendait de lui. Il a su montrer qu'il n'y avait pas de mauvaise foi dans le chef des animateurs de transition de pouvoir mener le processus à son terme. Concernant le profond réaménagement qui passe par une évaluation préalable au sein de chaque composante et entité, beaucoup de gens sont restés sur leur soif. Il y a une difficulté de compréhension à ce niveau. Les animateurs de la transition, c'est essentiellement et d'abord l'espace présidentiel, ensuite ceux des autres institutions, notamment l'Assemblée Nationale, le Sénat. Or, le mandat de ceux-ci va jusqu'à la fin de la transition. Réaménager les animateurs de ces institutions supposerait réviser les textes qui régissent la transition. Or, le chef de l'Etat a dit dans son discours s'en tenir à son serment constitutionnel, c'est-à-dire le respect des textes. De même, l'évaluation au niveau de chaque composante et entité pose problème. Prenons le cas de notre composante opposition politique, réputée plurielle, qui est représentée au sein des institutions de la transition. Qui va évaluer qui ? Les députés vis-à-vis d'eux-mêmes ou vis-à-vis des ministres et du vice-président de la République ? Ou bien toutes les combinaisons possibles dans ce cas ? A notre avis, l'évaluation devrait se faire au sein de toutes les institutions par rapport aux missions et objectifs assignés à chacune d'entre elles. »

Le Potentiel, 19 mai 2005